
Marlène COULOMB-GULLY, Jean-Pierre ESQUENAZI,
« Fictions politiques »

Mots. Les langages du politique, 99, Lyon, ENS Éd., juillet 2012, 158 pages

Alexandre Eyries



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/8812>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.8812

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2013

Pagination : 294-295

ISBN : 978-2-8143-0182-5

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Alexandre Eyries, « Marlène COULOMB-GULLY, Jean-Pierre ESQUENAZI, « Fictions politiques » », *Questions de communication* [En ligne], 24 | 2013, mis en ligne le 01 février 2014, consulté le 22 septembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/8812> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.8812>

Tous droits réservés

sur le contrôle qualité. Il résume également ce qui touche aux services informatiques et leurs réussites quand réussite il y a. Dans le dixième chapitre, Jean-Sébastien Valet et Gwenaëlle Verscheure (pp. 191-209) étudient les finances, et spécifiquement la façon dont les budgets sont préparés, les acteurs du financement, les nouvelles modalités du financement public, les conséquences de la LRU en matière de financement, la répartition des moyens à l'intérieur des universités, les nouveaux dialogues dans le domaine de la gestion et la professionnalisation des équipes budgétaires. Les auteurs relèvent que les avantages fiscaux (demi-part, par exemple) ne sont pas pris en compte dans le financement des universités, mais constituent une contribution non négligeable à leur financement, que l'hébergeur (souvent l'université) gère dorénavant l'ensemble des crédits de recherche et que la répartition des crédits se fait à un 1/5^e en fonction de la performance – chiffre situé dans la fourchette haute de la moyenne européenne. On ne peut que déplorer le fait que le financement privé, la valorisation de la propriété intellectuelle, les contrats avec les entreprises, et le rôle des fondations soient si limités. Aussi la contribution plaide-t-elle pour une gestion pluriannuelle plus active. Le onzième chapitre de Frédéric Forest (pp. 211-224) traite des ressources humaines et des difficultés engendrées par la dispersion des établissements. Il montre la répartition entre professeurs et autres personnels d'après des statistiques récentes, analyse brièvement les missions, les carrières et les rémunérations des enseignants-chercheurs et des autres catégories de personnels. Le chapitre douze de Nicolas Gaillard et Franck Joyeux (pp. 225-243) traite du patrimoine immobilier, souvent en mauvais état et difficile à gérer, des débuts de la dévolution de la propriété immobilière aux universités, de la rénovation prioritaire de certains pôles d'excellence et de campus innovants (moins de 10 % des sites).

L'épilogue de (Frédéric Forest (pp. 245-259) présente l'Université comme un réseau reliant des points du système (acteurs, institutions) et animé par des flux (notamment financiers) dont la régulation a récemment évolué. Il donne certaines orientations générales et transversales et insiste sur l'importance accrue de l'international, de la compétition, sur la question de l'égalité entre étudiants, sur les changements des flux financiers que régulent de plus en plus les universités et, enfin, sur la nécessité de continuer à changer le système.

Christophe Ippolito

Écritures, université de Lorraine, F-57000
christophe.ippolito@modlangs.gatech.edu

Clément HAMEL, Simon MAILLARD, Patrick VASSORT, *Le sport contre la société*.

Lormont, Éd. Le Bord de l'eau, coll. Altérité critique, 2012, 200 p.

Alors que le sport occupe un espace de plus en plus important sur les écrans de télévision, d'ordinateurs, de tablettes et de smartphones, qu'il fait l'objet d'une médiatisation et d'une marchandisation sans précédent, la plupart des sociétés occidentales se ressentent encore des effets de la crise financière qui a durement frappé le monde entier et qui, visiblement, n'a pas eu le moindre impact sur le milieu du sport professionnel, pas plus d'un point de vue économique que politique. L'ouvrage est dirigé conjointement par Clément Hamel, Simon Maillard et Patrick Vassort, respectivement titulaire d'un master recherche en sciences et techniques des activités physiques et sportives et inscrit en master 2 de sociologie, doctorant en sociologie et maître de conférences habilité à diriger des recherches en sociologie, tous trois au sein de l'université de Caen Basse-Normandie. L'étude va à l'encontre de l'idéologie dominante et de la ferveur populaire et médiatique autour du sport. Les trois directeurs de cette publication analysent le sport comme l'institution centrale d'une société capitaliste qui vend du rêve et des héros ou héroïnes inaccessibles (il n'y a qu'à voir les centaines de millions d'euros déboursés par des clubs de football européens pour acheter quelques joueurs soit connus, soit en devenir), alors même que le chômage se développe de manière exponentielle, que les populations s'appauvrissent et que les services publics d'éducation, de santé et de transport sont violemment critiqués. Pire encore, les auteurs perçoivent le sport comme le refuge idéologique de tous les courants politiques qui voient en lui fraternité, démocratie et mérite à tel point que, pour détourner le regard de l'opinion de la crise financière qui sévit, il devient impératif d'organiser des compétitions sportives internationales de grande ampleur fournissant un spectacle de qualité et des émotions fortes.

Dans l'introduction (pp. 9-12), les trois principaux auteurs écrivent : « L'institution sportive, depuis son avènement, bien que différemment selon les périodes, a toujours été l'appareil idéologique le plus puissant des idéologies dominantes, l'appareil de domination le plus fin et le plus acéré » (p. 9). Clément Hamel, Simon Maillard et Patrick Vassort apparentent le sport pratiqué d'une façon professionnelle à une forme de drogue à accoutumance, à un puissant instrument de coercition et de manipulation de la population que l'on abreuve de fables, de récits enchanteurs sur les valeurs du sport, le dépassement de soi et le sens de l'effort. Adoptant une posture résolument polémique,

ils choisissent de démontrer « que le sport, né avec le capitalisme, n'a pas connu d'âge d'or mythique, qu'il n'a jamais été l'outil de développement de quelque humanisme, qu'il n'a jamais été une ode ou une poésie ailleurs que dans le fantasme » (p. 10). Cette vision critique et déshumanisée du sport le rend totalement étranger à toute forme de beauté, de transcendance. Si le positionnement initial des auteurs est intéressant, leur jusqu'au-boutisme les enferme dans une sociologie étroite et marxisante, dans une vision étriquée de la réalité du sport qui transparait – et de quelle manière – dans le développement suivant : « Nous croyons [...] que le sport s'attaque à ce que nous pourrions nommer la société, une société que nous imaginons globale dans le sens où celle-ci serait utopiquement démocratique, c'est-à-dire un système réalisé par le peuple, pour le peuple, avec le peuple, dans un environnement respecté, renouvelable, donc renouvelé » (*ibid.*). Si l'angle d'attaque semble intéressant, l'outrance qui le sous-tend est parfois dérangeante. Ainsi le sport serait-il une atteinte à la démocratie, un système autocratique et antisocial ? Voici comment les auteurs défendent et clarifient leur problématisation scientifique : « Le sport est contre la société. Il lutte contre toutes les utopies démocratiques et participe de l'altération et de l'accroissement antidémocratique en proposant une philosophie de la sélection, donc de l'exclusion, dans une lutte de tous contre tous, de chacun contre tous et de tous contre chacun » (*ibid.*). Pour radicale qu'elle soit, cette thèse mérite de dépasser le stade de l'auto-affirmation et d'être examinée scientifiquement.

Dans le premier chapitre (pp. 13-40) – le plus intéressant de l'ouvrage et de loin –, Patrick Vassort établit un parallèle entre le sport et la domination capitaliste, rappelant justement que l'Europe est à la fois « le continent le plus riche et le plus anciennement capitaliste, le continent de l'invention du sport, le continent de l'invention de la compétition totale, globale » (p. 13). Non seulement, l'auteur ne perçoit pas le sport comme une alternative à la crise, mais il le considère comme une pratique portant en germe toutes les crises économiques et politiques actuelles. Il cite le discours de l'ancien président de la République française, Nicolas Sarkozy, en 2010, à la tribune de l'Union européenne des associations de football qui a permis d'obtenir que la France organise le Championnat d'Europe des nations 2016 : « Nous pensons en France que le sport est une réponse à la crise. C'est justement parce qu'il y a une crise, qu'il y a des problèmes, qu'il faut mobiliser tout un pays vers l'organisation des grands événements [...] ». C'est une décision stratégique qui engage tout le pays face à la crise [...]. Ce n'est pas un engagement de

la Fédération, ce n'est pas un engagement de la Ligue, c'est un engagement de tout un peuple » (*Le Point*, 28/05/10, pp. 14-15). Ce discours est symptomatique de l'importance que le sport revêt dans l'imaginaire politique – y compris au plus haut sommet de l'État – et de la tentation d'en détourner les valeurs au profit de la lutte politicienne. Néanmoins, Patrick Vassort rappelle qu'il aura fallu « trois décennies à Montréal (1976-2006) pour rembourser les dettes engendrées par l'organisation de Jeux olympiques d'été » (p. 18) et que l'organisation de ceux de 2004 aura précipité la Grèce dans une dépression économique d'une violence inouïe. L'auteur ajoute que, très souvent, l'organisation d'une compétition sportive internationale fait presque naturellement taire les oppositions aux pouvoirs politiques les moins acceptables et que, en alléguant de fausses raisons (sécurité, propreté, rénovation), ces pouvoirs arbitraires n'hésitent pas à détruire des quartiers entiers et à déplacer des milliers de personnes contre leur gré pour réaliser de gros profits (il n'est qu'à voir le récent exemple de la ville russe de Sotchi qui accueillera les Jeux olympiques d'hiver en 2014 et qui a été complètement défigurée par les travaux).

Dans la conclusion de l'ouvrage, les trois directeurs rappellent que le sport a colonisé la vie dans sa totalité et surtout ses espaces les plus politiques : l'espace public et les lieux des nouvelles urbanisations, l'espace de ce qui devrait être les lieux d'expression de la pensée politique (télévision, magazines, radios, journaux, etc.), les parlements, jusque dans ses espaces les plus intimes – ceux de l'éducation et de la transcendance culturelle –, ceux de la sexualité et des pulsions, ceux du corps. Face à cette inquiétante déferlante, à cette véritable pandémie, – à en croire ces auteurs – rien ne peut apparemment subsister. Ce constat, alarmant et alarmiste, n'enlève cependant rien à la finesse et à la profondeur de certaines analyses qui émaillent un ouvrage par trop inégal.

Alexandre Eyries

ISM, université Nice Sophia Antipolis, F-06200
alex.eyries@yahoo.fr

Otto B. KRAUS, *Le Mur de Lisa Pomnenka, suivi de Catherine Coquio, Le Leur et l'espoir. De Theresienstadt au block des enfants de Birkenau.*

Paris, Éd. L'Arachnéen, 2013, 366 p.

« La guerre que fit Adolf Hitler à la plupart des pays européens pour imposer "l'ordre nazi" [...] fut également la première guerre de l'histoire consciemment livrée aux enfants » (Félix Tych, *Archives clandestines du ghetto de Varsovie*, Paris, Fayard/BDIC, 2007,